



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 21 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALTERNAE

49 route de Rouen
27140 Gisors

Références : ud95-2025-0493
Code AIOT : 0006505700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement ALTERNAE implanté Lieu-dit Saint Mellon RD. n° 22 95650 Génicourt. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à la transmission par l'exploitant d'une mise à jour de l'étude des dangers faisant suite aux différents incendies ayant impacté le séchoir "LAW" en fin d'année 2024. L'inspection a notamment vérifié le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17/12/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTERNAE
- Lieu-dit Saint Mellon RD. n° 22 95650 Génicourt
- Code AIOT : 0006505700
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALTERNAE filiale du groupe NATUP, correspond à un regroupement de coopératives agricoles spécialisées dans le négoce (vente directe des céréales). La Société NATUP (maison-mère) assure l'exploitation d'environ 160 silos. La société ALTERNAE est sa filiale dédiée au négoce.

Deux activités sont réalisées sur le site de GENICOURT :

- le stockage de céréales,
- la manutention, la réception et l'expédition de céréales, nettoyage de grains et le séchage.

Le site dispose de 4 séchoirs fonctionnant au gaz naturel (puissance totale de 31,53 MW) : 2 accolés au silo LAW et 2 accolés au silo ROULIN.

L'exploitant a indiqué que les céréales faisant l'objet d'un séchage sont principalement le maïs. Il a notamment ajouté que, selon les conditions météorologiques, les céréales de blé peuvent également nécessiter un séchage.

Le site de GENICOURT a une capacité de stockage de céréales d'environ 27 000 t et dispose de 3 silos de stockage :

- le petit silo plat métallique (2 400 m³ - 1 900 t)
- le silo ROULIN plat métallique (9 970 m³ - 7 475 t) composé notamment de 2 cellules de 4 534 m³, 1 cellule de 4 667 m³.
- le silo LAW vertical (23 200 m³ - 17 800 t) composé de 3 cellules de 6 667 m³ et 2 cellules de 1 600 m³.

Des salariés des autres sites de la Société ALTERNAE, ainsi que des saisonniers, peuvent être amenés à travailler sur le site de GENICOURT.

Du personnel est présent sur site du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h. Ces horaires sont étendus pendant les périodes de récolte et d'arrivage du blé (juillet) et du maïs (septembre à décembre). L'installation peut fonctionner 24h/24 pendant ces périodes particulières.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillance du site	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 7	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
7	Reprise de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 10	Demande d'action corrective et 1 observation	12 mois
8	Conformité aux dossiers	AP Complémentaire du 21/04/2009, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Accès à l'installation et signalisation	AP Complémentaire du 21/04/2009, article 8.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suspension de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 2	Sans objet
2	Remplissage des réserves d'eau d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 3	Sans objet
3	Évacuation des déchets et mise en sécurité	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 5	Sans objet
4	Remise du rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 6	Sans objet
6	Mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'intervention	AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, articles 8 et 9	3 observations
10	Stockage d'engrais liquide	AP Complémentaire du 21/04/2009, article 10.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a constaté quatre non-conformités et a formulé quatre observations. Pour deux des quatre non-conformités, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation.

2-4) Fiches de constats

Fiche de constat n° 1 : Suspension de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Suspension de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »
Prescription contrôlée : L'exploitation des installations de séchage nommées séchoirs « LAW » n°1 et « LAW » n°2 et leurs annexes sont suspendues provisoirement à compter de la date de notification du présent arrêté. Durant cette suspension d'activité, les installations sont mises en sécurité.
Constats : L'inspection a constaté que les deux séchoirs LAW sont mis à l'arrêt et sont vides. Une visite à l'intérieur de ceux-ci a pu être réalisée. L'exploitant a indiqué que la mise en sécurité consistait à couper l'alimentation de gaz et à débrancher l'armoire électrique. De ce fait, l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17/12/2024 a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 2 : Remplissage des réserves d'eau d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Remplissage des réserves d'eau d'extinction
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure dans un délai de 2 jours à compter de la notification du présent arrêté de disposer d'un volume de 240 m ³ de réserve d'eau incendie sur le site qu'il exploite sur le territoire de la commune de GENICOURT.
Constats : Par courriel du 11/08/2025, l'exploitant a indiqué que les deux réserves incendie de 240 m ³ chacune ont été re-remplies suite à l'incendie. Toutefois, l'exploitant indique que la réserve située derrière le silo LAW a été endommagée et de ce fait sa capacité est pour le moment limitée à environ 120 m ³ . Son remplacement est programmé pour la période du 24 au 26 septembre 2025. L'exploitant indique que ce remplacement interviendra avant la période de séchage du maïs. L'exploitant a transmis le devis daté du 19/06/2025 pour le remplacement de cette réserve. Le devis de la société SOLUTION ENVIRONNEMENT est signé et annoté de la mention « bon pour accord ». L'inspection a constaté lors de la visite du site la présence des deux réserves d'eau incendie et la réserve endommagée par un tir de fusil de chasse, l'exploitant a tenté une réparation de celle-ci. Le constructeur lui a confirmé la nécessité de changer cette réserve afin d'assurer la possibilité d'atteindre une capacité de 240 m ³ sans risquer la ruine de la réserve. L'installation dispose donc actuellement d'un volume d'eau d'extinction incendie d'environ 360 m ³ . L'inspection a constaté la présence de ces volumes sur site. De ce fait, l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence daté du 17/12/2024 a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 3 : Évacuation des déchets et mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation des déchets et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Les déchets issus de l'incendie sont stockés dans des conditions permettant d'éviter les envols et les infiltrations dans le sol. L'exploitant s'assure de l'évacuation de tout le maïs dont les niveaux d'humidité ne permettent pas leur conservation sur une longue période et qui n'a pu être séché au sein de l'établissement ALTERNAE de GENICOURT. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets et en conserve les justificatifs à disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a demandé à l'exploitant de préciser la destination des déchets issus de l'incendie, et notamment des 110 tonnes de maïs qui étaient contenues dans le séchoir « LAW » n°2. Par ailleurs, l'exploitant avait indiqué suite à l'incendie qu'il disposait de plusieurs stockages temporaires en boudins sur des parcelles voisines d'un volume total de 20 000 tonnes de maïs en attente de séchage. Ce volume a été majoritairement transporté vers la Belgique afin de produire du bioéthanol et 1 500 à 2 000 tonnes ont été séchées dans le séchoir du silo ROULIN du site. L'exploitant a fourni les bordereaux de transport pour 139 tonnes de maïs vers le méthaniseur de la société BIOGAZ 60 DU PLATEAU PICARD. Ce transport a eu lieu du 18 au 20/12/2024. De ce fait, l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence daté du 17/12/2024 a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 4 : Remise du rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Remise du rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la notification du présent arrêté le rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : Par courriel du 10/01/2025, l'exploitant a transmis le rapport suite à l'incendie ayant impacté le séchoir « LAW » n°2 le 17/12/2024. L'exploitant y précise que l'incendie a débuté au niveau du caisson n°4 entre la partie air recyclé et air frais. Suite à l'incendie, il a été constaté que cette zone était très empoussiérée et contenait des agrégats de grains de maïs. L'exploitant indique qu'il est peu probable que cette zone soit remplie de poussières et de maïs seulement quelques jours après la remise en fonctionnement de l'installation (moins de 15 jours). Par ailleurs, les rapports de nettoyage suite aux précédents incendie ne mentionnent pas de nettoyage de cette zone en particulier. Il est à noter que le bureau enquête accident en risques industriels (BEA-RI) a été missionné pour enquêter sur cet incendie. Les conclusions du rapport d'analyse vont être rendues publiques prochainement. Toutefois, ces conclusions ont été transmises à l'exploitant afin qu'il puisse adapter son installation et sa gestion des risques en fonction du retour d'expérience tiré de cet incendie. De ce fait, l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence daté du 17/12/2024 a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 5 : Surveillance du site

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance permanente par du personnel pendant toute la durée de gestion de l'accident, des levées de doute et de la mise en sécurité des installations. Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réceptionner les réserves d'eau incendie de son établissement par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise. Il s'assure dans le même délai de la remise en état de ses réserves incendie.
Constats : L'Inspection a questionné l'exploitant sur la réalisation de la réception des réserves d'eau incendie de l'établissement par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise. L'exploitant a indiqué que les réserves n'ont pour le moment pas été réceptionnées. La réception sera réalisée par le SDIS à la suite du remplacement de la deuxième réserve endommagée (Cf. point de contrôle n°2). Cette réception des équipements par le SDIS permet : <ul style="list-style-type: none">• d'une part de référencer et géolocaliser ces réserves sur le logiciel utilisé en intervention par les services de secours ;• d'autre part, de s'assurer de la compatibilité des branchements de ces réserves avec les équipements utilisés par services de secours en intervention. De ce fait, l'exploitant ne respecte pas l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence daté du 17/12/2024. <u>Non-conformité n°1 :</u> L'exploitant n'a pas fait réceptionner les réserves d'eau incendie de son établissement par le service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise contrairement à l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17/12/2024. L'inspection propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17/12/2024 dans un délai de deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 6 : Mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'intervention

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, articles 8 et 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'intervention
Prescription contrôlée : Article 8 : L'exploitant met à jour son étude de dangers pour tenir compte du retour d'expérience des incendies des 13 novembre 2024, 23 novembre 2024 et 17 décembre 2024 et de la fausse alerte du 21 novembre 2024. Article 9 : L'exploitant met à jour ses procédures d'intervention, prévues à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, pour tenir compte du retour d'expérience des incendies des 13 novembre 2024, 23 novembre 2024 et 17 décembre 2024 et de la fausse alerte du 21 novembre 2024.
Constats : Par courriel du 03/07/2025, l'exploitant a transmis l'étude de dangers (EDD) mise à jour et le plan d'opération interne (POI) mis à jour suite aux différents incendies ayant impacté le séchoir « LAW » n°2. Des barrières de sécurité ont notamment été ajoutées ou formalisées pour tenir compte du retour d'expérience acquis. L'exploitant indique dans son EDD, en complément des mesures existantes, avoir ajouté les mesures de prévention suivantes concernant le scénario incendie du séchoir « LAW » : <ul style="list-style-type: none">• 1) procédure de nettoyage revue ;• 2) consignes d'entretien et de nettoyage du séchoir après la campagne ;• 4) pré-nettoyage des grains (maïs) avant séchage ;• 6) communication ALTERNAE à l'ensemble des agriculteurs apporteurs sur les problématiques de qualité ;• 7) consignes de réception revues ;• 11) formation du personnel et procédures de séchage ;• 13) consignes de contrôle et d'entretien des parois double-peau (zone brûleur/mélangeur) ;• 14) moyen d'accès au plancher air chaud recyclé/ air frais (trappe + échelle) ;• 15) automate de pilotage et ensemble de capteurs - sonde air chaud inférieur (arrêt complet séchoir + alarme sonore) L'inspection a questionné, lors de la visite, l'exploitant sur les actions concrètes associées à chacune de ces mesures. Il en ressort que les mesures n°1 et n°2 sont redondantes, tout comme les mesures n°4 et n°7. L'ensemble des mesures détaillées ci-dessus ne sont pas encore toutes formalisées via une procédure ou un document spécifique. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit être capable de justifier concrètement les actions réalisées pour chacune des mesures mises en place. Enfin, il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait évoluer la probabilité associée au scénario incendie du séchoir « LAW » dans la matrice d'acceptabilité finale de l'étude des dangers. Le

scénario n°1 « incendie du séchoir LAW » est maintenu dans la ligne correspondant à une probabilité « Probable : phénomène pouvant survenir au moins une fois dans la vie de l'installation » alors que ce scénario est déjà survenu trois fois en l'espace de quelques mois en fin d'année 2024. Un classement de ce scénario en probabilité « Courant : phénomène pouvant survenir plusieurs fois dans la vie de l'installation » serait pertinent au vu du retour d'expérience acquis.

Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son étude de dangers (EDD) afin de retirer les mesures de prévention redondantes entre elles.

Observation n°2 : L'exploitant doit s'assurer de disposer de l'ensemble des procédures listées dans l'EDD et s'assurer de leur bonne mise à jour.

Observation n°3 : L'exploitant doit s'assurer de la cohérence des probabilités associées aux scénarios identifiés dans son EDD.

Type de suites proposées : Sans suite

Fiche de constat n° 7 : Reprise de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 17/12/2024, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Reprise de l'activité des séchoirs de l'installation « LAW »
Prescription contrôlée : <p>L'activité de séchage de l'installation « LAW » ne reprend qu'après accord explicite du Préfet du Val-d'Oise au regard du respect des dispositions du présent arrêté et des arrêtés d'exploitation applicables.</p> <p>Cet accord est subordonné à la transmission de :</p> <ul style="list-style-type: none">• la mise à jour de l'étude de dangers complète et régulière, conformément à l'article 6 du présent arrêté ;• la mise à jour des procédures d'intervention, conformément à l'article 7 du présent arrêté ;• la transmission des rapports de visites de risques menées par l'assureur, le cas échéant ;• les éléments relatifs à la remise en état du séchoir LAW n°2 endommagé comprenant des justificatifs, dont des photos, explicitant et détaillant les actions correctives menées ;• les rapports de nettoyage des deux séchoirs LAW, comprenant des photos, explicitant et détaillant les actions de nettoyage menées.
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'envisageait pas de redémarrer le séchoir « LAW » n°2 suite à l'incendie. Les réparations sont trop coûteuses pour cet équipement vieillissant installé dans les années 1980. Il envisage de remplacer les deux séchoirs « LAW » par des séchoirs de technologies plus récentes (contenant notamment un filtre permettant de limiter l'encrassement de la zone air usée, zone à l'origine du dernier incendie).</p> <p>Il prévoit d'utiliser uniquement le séchoir « LAW » n°1 pour la prochaine campagne de séchage de maïs qui doit débuter à la fin du mois de septembre et s'étaler jusqu'en décembre 2025. Les deux séchoirs seront remplacés pour la campagne suivante en septembre 2026.</p> <p>Observation n°4 : Il est rappelé à l'exploitant que toute modification des installations est soumise à la transmission préalable d'un porter à connaissance du Préfet conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. En cas de modification des caractéristiques ou de l'implantation des séchoirs, cette modification pourrait être jugée substantielle et nécessiter le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 18/08/2025 le rapport d'expertise de reconnaissance réalisé par la société SEDGWICK pour le compte de la compagnie d'assurance de l'exploitant. Ce rapport est daté du 23/12/2024. L'inspection n'a pas de remarque à formuler concernant le contenu de ce rapport.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le nettoyage complet du séchoir « LAW » n°1 est prévu à partir du 18 août 2025, pour une durée d'une semaine. Il a été constaté que la partie basse du séchoir contenait une quantité importante d'agglomérat de maïs malgré la réalisation d'actions de nettoyage.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il a augmenté son niveau d'exigence concernant le nettoyage auprès des sociétés extérieures intervenant pour réaliser cette opération. L'exploitant demande que le rapport de nettoyage soit complété de photos avant/après nettoyage pour l'ensemble des zones</p>

nettoyées.

L'exploitant indique avoir ajouté une alerte sonore et la coupure de la chauffe asservies à une détection d'élévation anormale de la température dans la zone air usée (origine du dernier incendie). Il a indiqué qu'il restait à régler la température de coupure de la sonde.

L'exploitant a indiqué qu'il souhaite redémarrer le séchoir « LAW » n°1 pour la prochaine campagne de séchage de maïs prévue à partir de septembre. L'inspection a indiqué qu'en l'état, la configuration de l'installation n'est pas conforme aux plans ayant servi à évaluer la dangerosité de l'installation par rapport à son environnement dans l'étude de dangers (Cf. point de contrôle n°8).

Il est à noter que la rue Saint-Mellon, traverse le site entre les deux silos. Cette zone étant une zone publique, des personnes étrangères à l'installation peuvent y circuler librement.

L'exploitant a proposé de mettre en place des barrières physiques temporaires afin de limiter l'accès aux abords de l'installation en dehors des heures d'exploitation conformément aux plans fournis dans l'étude de dangers de 2005. Cet aménagement temporaire en complément d'un affichage clair des risques pour les riverains permettrait d'assurer un niveau de sécurité jugé suffisant par l'Inspection pour autoriser la reprise du séchoir « LAW » n°1.

Il a précisé que les aménagements prévus dans l'étude de dangers de 2005 (barrières le long de la rue Saint-Mellon) n'ont pas été réalisés car ceux-ci sont contraignants pour le déplacement et la circulation des camions et engins sur le site.

L'exploitant a précisé qu'il allait se renseigner auprès de la mairie de Génicourt afin d'évaluer la possibilité de dévier la rue Saint-Mellon par la périphérie Nord du site et ainsi limiter l'accès de personnes extérieures à proximité des installations. L'inspection note que cette solution permettrait de façon pérenne de diminuer l'exposition du public aux risques technologiques associés à l'installation et permettrait de confiner à l'intérieur du périmètre de l'installation l'ensemble des effets des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers, à l'exception des effets de surpression (explosion) qui ont des rayons d'effet plus importants.

Dans l'état, la suspension de l'activité des séchoirs « LAW » est maintenue.

Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 10 de l'arrêté de mesures d'urgence du 17/12/2024, la révision de l'étude de dangers n'est pas régulière car l'installation n'est pas exploitée conformément aux plans transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

Fiche de constat n° 8 : Conformité aux dossiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2009, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Il a été constaté que l'exploitant n'exploite pas son installation conformément aux plans fournis et utilisés pour évaluer l'acceptabilité de l'installation dans son environnement dans l'étude de dangers (EDD) de 2005. En effet, la clôture prévue sur les plans, permettant de limiter physiquement l'accès à toute personne étrangère à l'installation près des séchoirs « LAW », est inexistante. Cette zone étant potentiellement impactée par des effets thermiques létaux significatifs (8 kW/m ²) et des effets létaux (5 kW/m ²), les conclusions de l'EDD sont erronées. En effet, l'exploitant indique que les effets létaux significatifs et létaux (respectivement 8 et 5 kW/m ²) en cas d'incendie des séchoirs « LAW » restent confinés à l'intérieur du périmètre de l'installation. Or, la clôture n'est pas présente afin de limiter l'accès à proximité des séchoirs « LAW », notamment au Sud-Est de ceux-ci. De ce fait, des personnes étrangères à l'installation peuvent s'y trouver et être exposées aux effets thermiques en cas d'incendie du séchoir. <u>Non-conformité n°3 :</u> les installations ne sont pas exploitées conformément aux plans présentés dans l'étude de dangers de l'installation contrairement à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/2009. Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société ALTERNAE de respecter, dans un délai de 12 mois, l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/2009 et d'exploiter son installation conformément aux plans fournis dans son étude de dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

Fiche de constat n° 9 : Accès à l'installation et signalisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2009, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'installation et signalisation
Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. À cette fin, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture est implantée et aménagée de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel. À proximité du chemin communal, situé entre les deux zones d'activités de stockage de céréales, et de la route départementale D22, située en limite de propriété à l'Est du site, des panneaux sont mis en place de façon à signaler la présence d'installations à risques et à limiter le stationnement de tierces personnes à proximité. [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : L'inspection a fait le tour du site avec l'exploitant. L'établissement est exploité en règle générale de 8h30 à 17h et 24h/24 en période d'activité intense pendant le mois de juillet (arrivage de blé) et les mois allant de septembre à décembre (arrivage de maïs). L'inspection a constaté que l'établissement n'est pas clôturé sur l'ensemble de sa périphérie comme repris sur les plans issus de l'étude de dangers de 2005. En effet, la zone située au Sud-Est des séchoirs « LAW » n'est pas clôturée le long de la rue Saint-Mellon qui traverse le site entre les deux silos (Cf. fiche de constat n°7). De plus, il a été constaté que la clôture séparant le silo « LAW » et la route D22 a été abîmée sur quelques mètres par un engin agricole. Celle-ci n'est donc plus efficace. L'exploitant a indiqué que des travaux de réparation sont prévus en septembre. Non-conformité n°4 : L'établissement n'est pas efficacement clôturé sur l'ensemble de sa périphérie contrairement à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/04/2009.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Fiche de constat n° 10 : Stockage d'engrais liquide

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2009, article 10.1
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage d'engrais liquide
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses. L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.
Constats : L'inspection a constaté sur site un stockage d'engrais liquide dans une bâche d'une capacité de 60 m ³ . Cette bâche est installée dans un trou bâché pour former une rétention. L'inspection a constaté que les eaux de pluie s'accumulent dans cette rétention. Lors de la visite, le volume présent était d'environ 30 m ³ . L'inspection a demandé à l'exploitant de fournir la fiche de données de sécurité (FDS) du produit stocké afin de vérifier s'il s'agit d'un produit dangereux. L'exploitant a présenté en séance la FDS du produit stocké. Il s'agit d'une solution azotée 30/32N fournie par la société OCI NITROGEN BV. Ce produit n'est pas classé comme produit dangereux au sens de la réglementation européenne CLP. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite